

ACTUALITÉS

ÉCONOMIE

À LA UNE

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Le temps de la rénovation est venu

Le patrimoine sportif français entre dans une nouvelle phase de son histoire. Après plusieurs décennies consacrées à construire des équipements, l'enjeu est désormais de les rénover pour répondre aux exigences énergétiques, climatiques et budgétaires du XXI^e siècle. Longtemps considérée comme un simple sujet d'entretien du patrimoine public, la rénovation des équipements sportifs est devenue une question stratégique. Hausse du coût de l'énergie, épisodes climatiques extrêmes, vieillissement des infrastructures et évolution des usages convergent aujourd'hui vers un même constat : le modèle hérité des années 1960 à 1980 n'est plus adapté.

Les chiffres illustrent l'ampleur du défi. La France compte près de 300 000 équipements sportifs, dont plus de 52 600 équipements couverts. Environ 40 % des infrastructures ont plus de 25 ans, tandis que 16 300 gymnases et 3 700 piscines figurent parmi les bâtiments publics les plus énergivores. Certaines piscines représentent jusqu'à 10 % de la consommation énergétique d'une commune et près d'un tiers d'entre elles ont été construites avant 1985 sans rénovation lourde. Dans le même temps, la pratique sportive continue de progresser : 73 % des Français déclarent pratiquer une activité physique ou sportive, accentuant la pression sur des équipements parfois vieillissants ou inadaptés.

C'est dans ce contexte qu'a été lancé Eduréno Sport, programme porté par la Banque des Territoires, le ministère des Sports, l'Agence nationale du Sport et le CNOSF. Inspiré du dispositif Eduréno consacré aux établissements scolaires, il mobilisera 400 millions d'euros de prêts à taux préférentiels et 8 millions d'euros d'ingénierie jusqu'en 2028 afin d'accompagner 2 500 projets de rénovation. Les collectivités bénéficieront d'un accompagnement technique et financier destiné à réduire d'au moins 40 % les consommations énergétiques des équipements rénovés, conformément aux objectifs du décret tertiaire. Le programme s'appuiera également sur l'expérience acquise par Eduréno, qui a déjà accompagné 7 377 projets et permis la mobilisation de 1,34 milliard d'euros de prêts.

Au-delà des montants annoncés, Eduréno Sport traduit une évolution des politiques publiques. Il ne s'agit plus seulement de financer des travaux ponctuels, mais d'aider les collectivités à bâtir une stratégie globale de transformation de leur patrimoine sportif, conciliant performance énergétique, adaptation au changement climatique, maîtrise des coûts de fonctionnement et amélioration des conditions de pratique. Cette évolution est d'autant plus significative que près de 80 % des équipements sportifs appartiennent aux collectivités terri-



© Iuri Gagarin

toriales, lesquelles supportent l'essentiel des coûts d'entretien et d'investissement. Les 400 millions d'euros annoncés constituent donc un signal fort, mais ne représentent qu'une première étape face aux besoins, estimés à plusieurs milliards d'euros pour moderniser l'ensemble du parc sportif français. Au-delà de la rénovation énergétique, c'est la question de la résilience des équipements qui est désormais posée : comment maintenir la pratique sportive malgré les canicules, réduire durablement les charges d'exploitation et préserver la capacité d'investissement des collectivités ? Plus qu'un programme de rénovation, Eduréno Sport marque peut-être l'entrée du sport français dans une nouvelle logique : celle où la performance d'un équipement ne se mesure plus uniquement à sa capacité d'accueil, mais aussi à sa sobriété, sa résilience et sa durabilité.

P.B.

[<https://cnosf.franceolympique.com>]